



AUKUS: FACTEUR DE DÉSTABILISATION D'UN CONTEXTE INDOPACIFIQUE DÉJÀ TRÈS FRIABLE

Le 13 mars dernier se tenait une rencontre sur la base navale de San Diego entre Rishi Sunak, premier ministre du Royaume-Uni, Anthony Albanese, premier ministre d'Australie, et Joe Biden, président des États-Unis, afin de réaffirmer leur coopération sous l'accord militaire AUKUS. L'annonce publique de cet accord en 2021 avait fait couler beaucoup d'encre 18 mois plus tôt du fait de l'annulation du 'contrat du siècle' [i] pour la France. Cette entente est présentée par ceux-ci comme une étape obligatoire dans le but d'assurer la paix et la stabilité à long terme dans la zone indopacifique [1].



AUTEUR

VIVIEN GEOFFRAY

Diplômé du programme d'études internationales et membre du Centre Jean Monnet, Vivien s'intéresse particulièrement aux enjeux géostratégiques en lien avec l'Union européenne. Il a également travaillé sur les enjeux migratoires dans les différentes routes européennes. En plus d'être membre de l'ODPC, Vivien est actuellement co-rédacteur en chef du Comité des affaires internationales de l'Université de Montréal (CAIUM) et rédacteur en chef de la Simulation du Conseil de l'Union européenne (SCUE).

Un contrat militaire pour balancer le poids chinois dans la région

AUKUS représente un énorme investissement financier pour l'Australie ainsi qu'une réduction de son autonomie stratégique dans la région au profit de la politique stratégique américaine. La mise en place d'une politique militaire si agressive et le remplacement du contrat français par le projet de construction d'une nouvelle génération de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire sont justifiés pour l'exécutif australien par la

montée des tensions entre l'Australie et la Chine. Celles-ci se sont notamment manifestées au cours des dernières années par un gel des relations diplomatiques -mais pas économiques- entre Pékin et Canberra après de nombreux scandales d'ingérence chinoise dans les affaires intérieures australiennes [2]. De manière plus globale, AUKUS s'inscrit dans une politique géostratégique occidentale menée par les États-Unis visant à s'affirmer face à l'influence chinoise dans la région indopacifique.



Le premier ministre australien Anthony Albanese, le président américain Joe Biden et le premier ministre britannique Rishi Sunak à San Diego le 13 mars 2023 / Stefan Rousseau, Associated Press

Cette situation est le catalyseur d'une grande partie des tensions américano-chinoise actuelle.

Cependant, à défaut pour le moment d'assurer la paix dans la région indopacifique, AUKUS représente aujourd'hui une question en suspens pour tous les acteurs de la région, ayant pour effet la déstabilisation du contexte régional déjà instable.

Le Hard Power d'AUKUS préféré à la diplomatie du dialogue

Les annonces faites en lien avec AUKUS par les pays signataires font état de la mise en avant d'une diplomatie tournée vers la voie militaire plutôt que vers une diplomatie dit du dialogue. Cela contrevient aux déclarations communes de Joe Biden et Xi Jinping, lesquels avaient assurés, lors de la COP26 tenue en 2021, la création d'une ligne de dialogue stable entre les deux puissances. Cependant l'annonce d'AUKUS s'oppose au rapprochement diplomatique des deux puissances, lequel qui avait déjà été plus que remis en doute après le scandale des ballons chinois en janvier et février 2023. De plus, le rôle de cette diplomatie 'souple' est relégué au second plan à l'image de l'alliance QUAD^[ii] et de ses pays signataires du fait du chevauchement futur de ses prérogatives avec AUKUS. Cela pose la question de l'obsolescence du QUAD et déstabilise la position de pays comme le Japon, acteur important du dossier sécuritaire dans la région.

Pékin, conscient du message envoyé par Washington, n'entend pas plier face à ses annonces. La Chine évalue ce geste de la manière la plus critique possible et répond par l'intermédiaire du porte-parole du Parti communiste chinois en dénonçant un acte d'encerclement de la part des forces occidentales. Même si ces propos semblent assez exagérés, on ne peut lire les propos du porte-parole chinois sans qu'ils nous rappellent aux lexiques utilisés durant la guerre froide.

Ainsi, l'annonce d'AUKUS, à défaut d'apporter la stabilité régionale annoncée par Biden, semble créer un nouveau contentieux qui éloigne encore un peu plus la Chine et les États-Unis [3]. Cette division croissante s'est confirmée une semaine après par la visite de Xi Jinping en Russie en mars 2023 en vue de soutenir son allié Vladimir Poutine en pleine guerre en Ukraine.

Les échéances du contrat inscrivent le conflit sino-américain dans la durée, ce qui n'est pas de bon augure pour les partisans d'une désescalade basée sur le dialogue entre les deux puissances. En effet, la livraison des sous-marins américains est prévue pour 2030. Enfin, le projet d'une nouvelle génération de sous-marins, baptisée SSN AUKUS, devrait être opérationnel en 2040 selon les dates annoncées conjointement par les 3 pays signataires, ce qui laisse à penser à un enracinement dans le temps du conflit sino-américain.

L'AUKUS divise dans le camp des États-Unis

Même si l'échec du contrat des sous-marins n'est plus qu'un douloureux souvenir pour le gouvernement français, force est de constater que la façon dont l'exécutif français a été traité par les pays signataires d'AUKUS a une importance non négligeable sur la confiance de la France envers ceux-ci. Dans un premier temps, cette affaire a permis à Emmanuel Macron et Jean-Yves Le Drian de mettre en perspective leurs possibilités géostratégiques dans la région Sud-Est asiatique, tout en s'extrayant en partie des logiques géostratégiques américaines dans la région [4]. De plus, la France a réussi avec succès à amener dans le débat public européen le questionnement sur la coopération stratégique de l'Union européenne envers les États-Unis après l'annulation du contrat français par l'Australie. Le président du conseil européen Charles Michel avait notamment dénoncé "a lack of loyalty"^[iii] [5] de la part du gouvernement américain. Même si l'Union européenne et les États-Unis entretiennent encore une forte relation sur le plan militaire, AUKUS pourrait être utilisé par la France comme un argument de poids pour pousser l'Union européenne vers une autonomisation de la défense européenne par rapport à l'OTAN^[iv] et les États-Unis [6]. On connaît notamment l'orientation historique de la France, assez critique vis-à-vis du sujet de son alignement militaire dans l'OTAN.



Des navires militaires américains, britanniques et australiens en Mer de Chine, le 18 avril 2020 / Navy/Handout via REUTERS

« Le commissaire au Marché intérieur Thierry Breton a regretté qu' "il y ait un sentiment grandissant en Europe [...] que quelque chose est cassé dans nos relations transatlantiques"» [7] [traduction libre]

Cela, la Chine l'a bien compris et tente d'établir une relation plus profonde avec l'Union européenne dans le but de créer des dissensions au cœur du camp "des démocraties" afin d'affaiblir la légitimité des choix américains au sein de son propre camp.

Dans une moindre mesure, tant la Corée du Sud que le Japon ont besoin d'être rassurés : même si Joe Biden appuie le fait que les sous-marins prévus dans le contrat militaire seront à propulsion nucléaire sans pour autant être équipés d'armes nucléaires pour respecter les règles du TNP -Traité sur la non-prolifération de l'arme nucléaire-, le projet AUKUS fait apparaître quelques contradictions américaines. En effet, les États-Unis avaient refusé la demande coréenne de partage de technologies nucléaires dans le but de construire leur propre sous-marin à propulsion nucléaire. Malgré l'importance sécuritaire énorme que représente le partage de technologie nucléaire à usage militaire, il est difficile pour la Corée du Sud de comprendre que les États-Unis aient approuvé le partage d'une technologie qui leur avait été refusée d'accès auparavant. Sans pour autant compromettre sa collaboration avec la puissance américaine, la Corée du Sud accepte son rôle de partenaire des Américains à défaut de pouvoir jouir d'une position plus stable d'allié. Dans ce sens, la Corée du Sud ne compte pas se détacher de la Chine, puissance avec laquelle elle possède d'importants liens commerciaux [8].

Enfin les réactions des pays de l'ASEAN sont mitigées. Certains pays, historiquement proches des États-Unis comme les Philippines, saluent la mise en place d'AUKUS. D'autres, comme la

Malaisie et l'Indonésie n'accueillent pas les derniers événements liés à AUKUS de manière positive. En effet, la Malaisie, sans pour autant pouvoir appliquer une forte pression diplomatique sur cette nouvelle alliance, rappelle les termes signés à Kuala Lumpur en 1971 destinés à garantir la pleine souveraineté des pays d'Asie du Sud-Est sur leur territoire [9]. Ainsi, AUKUS accentue l'ingérence internationale déjà présente dans la région notamment par l'intermédiaire du soft power chinois incarné par son projet de route de la soie. En plus d'accentuer le poids de l'ingérence internationale, AUKUS va contribuer à une course aux armements -déjà entamée- qui va transformer la région en poudrière au cours des prochaines décennies. L'ASEAN a alors un rôle important à jouer dans le but d'empêcher l'utilisation de l'Asie du Sud-Est comme une zone de conflit entre le bloc américain et le bloc chinois. Cependant, le non-alignement de ses pays membres et le manque de pouvoir de ses institutions peinent à faire de l'ASEAN un acteur majeur pouvant dicter le futur de la région.

Les annonces faites à San Diego ne révèlent pas un conflit imminent selon les experts, rassurez-vous ! Elles répondent cependant à une tendance dangereuse de militarisation des négociations pouvant accentuer les conséquences des tensions géostratégiques mondiales.

[i] La France avait été sélectionnée par l'Australie après son appel d'offre en 2015 pour lui fournir 12 sous-marins. Le contrat représentait 56 Milliards de Dollars. L'annulation tardive de ce contrat est vécu comme "un couteau dans le dos" (Jean Yves le Drian) par l'exécutif français du fait des négociations cachés entre l'Angleterre, l'Australie et les États-Unis dans le but de remplacer le contrat militaire français.

[ii] Le QUAD est un forum stratégique informel formé par quatre pays: les États-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon. Ce forum a pour but d'organiser les discussions entre ces quatre pays sur la question des enjeux maritimes liés à la région indopacifique. À noter que le QUAD est jugé assez peu actif ces dernières années.

[iii] «un manque de loyauté» [traduction libre]

[iv] L'Organisation du traité de l'Atlantique du Nord est l'organisation politico-militaire mise en place par les pays signataires du traité de l'Atlantique Nord de 1949 afin de pouvoir remplir leurs obligations de sécurité et de défense collectives

RÉFÉRENCES

[1] Haski, Pierre. 2023. « AUKUS, l'alliance militaire face à la Chine dans le pacifique commence à propre forme » France inter. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-mardi-14-mars-2023-2777790>

[2] Ibid

[3] Manqing Cheng. 2022. « AUKUS: The Changing Dynamic and its regional implications », European Journal of Development Studies.

[4] East Asia Forum. 2021. « AUKUS mixed reception a symptom of strategic fault-lines in Southeast Asia » <https://static1.squarespace.com/static/57e3c9e1d1758e2877e03ba5/t/6354e2247bdad84d60897877/1666507302821/AUKUS+mixed+reception+a+symptom+of+strategic+fault+lines+in+Southeast+Asia+%7C+East+Asia+Forum.pdf>

[5] Eliot Perot. 2021. « The AUKUS agreement, what repercussions for the European Union? » Fondation Robert Schuman. <https://www.robertschuman.eu/en/doc/questions-d-europe/qe-608-en.pdf>

[6] Ibid

[7] Ibid

[8] Peter K. Lee. 2021. « AUKUS and South Korea's dilemma » https://www.koreatimes.co.kr/www/opinion/2021/10/197_316305.html

[9] Fondation pour la recherche stratégique. 2021. « L'Asie face à l'AUKUS : interrogations et attentisme prudents » <https://www.frstrategie.org/publications/notes/asie-face-aukus-interrogations-attentisme-prudents-2021>